

**Assemblée générale**

Distr. limitée
16 octobre 2000

Original: français

Cinquante-cinquième session

Point 180 de l'ordre du jour

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et la Communauté économique des États
de l'Afrique centrale**

**Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Pakistan, la
République démocratique du Congo et le Tchad : projet de résolution**

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et la Communauté économique des États
de l'Afrique centrale**

L'Assemblée générale,

Ayant entendu la déclaration faite au nom des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale suivants : Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Tchad, par le Ministre des affaires étrangères de la Guinée équatoriale dont le pays assume la présidence de la Communauté,

Ayant à l'esprit l'acte constitutif de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale par lequel les pays de l'Afrique centrale se sont engagés à oeuvrer pour le développement économique de leur sous-région, à promouvoir la coopération économique et à établir un marché commun de l'Afrique centrale,

Rappelant la Déclaration et le Programme d'action sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international, contenue dans ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1er mai 1974 et la Charte des droits et devoirs économiques des États contenue dans sa résolution 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974,

Se félicitant de l'établissement par le Secrétaire général, à l'initiative des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, le 28 mai 1992, en application de la résolution 46/37 B du 6 décembre 1991, et rappelant ses résolutions subséquentes portant sur le programme de travail dudit Comité,

Ayant à l'esprit le rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique¹ et les résolutions 1196 (1998) et 1197 (1998) du Conseil de sécurité y relatives,

Notant que, lors de la neuvième session ordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, tenue à Malabo le 24 juin 1999, les chefs d'État et de gouvernement des États membres ont décidé de relancer les activités de la Communauté, notamment en la dotant des ressources financières et humaines adéquates pour qu'elle devienne un réel instrument de l'intégration de leurs économies et favorise le développement de la coopération entre leurs peuples, dans l'objectif ultime d'en faire l'un des cinq piliers de la Communauté économique africaine et aider l'Afrique centrale à mieux affronter les défis de la mondialisation,

Se félicitant que, dans leur volonté d'instaurer un climat de paix et de sécurité dans leur sous-région, et d'y renforcer les institutions et la pratique démocratiques, de même que le respect de l'état de droit et les droits de l'homme, les États de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale ont créé le Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale, décidé d'établir un mécanisme d'alerte rapide en Afrique centrale comme instrument de prévention des conflits armés et d'établir un parlement sous-régional et un centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en vue de promouvoir les valeurs et l'expérience démocratiques et les droits de l'homme en Afrique centrale,

Ayant à l'esprit la Déclaration du Millénaire², adoptée le 8 septembre 2000 par les chefs d'État ou de gouvernement à l'occasion du Sommet du Millénaire,

Consciente du fait que l'appui du système des Nations Unies et de la communauté internationale est indispensable pour assurer la réussite des efforts des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale pour promouvoir le développement et l'intégration économique, ainsi que de consolider la paix, la démocratie et les droits de l'homme dans leur sous-région,

1. *Reconnaît* que les buts et objectifs poursuivis par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale sont conformes aux principes et idéaux contenus dans la Charte des Nations Unies;
2. *Demande* au Secrétaire général de prendre les mesures appropriées visant à établir la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale;
3. *Se félicite* du soutien que le Secrétaire général apporte aux États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale pour renforcer les mesures de confiance à l'échelon sous-régional et pour promouvoir les droits de l'homme, l'état de droit et les institutions démocratiques, en application du programme de travail du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale;
4. *Demande* au Secrétaire général de poursuivre cet appui et de l'étendre à l'ensemble des domaines qui rentreront dans le cadre de la coopération entre le système des Nations Unies et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et d'apporter l'assistance nécessaire au renforcement des structures de la

¹ A/52/871-S/1998/318.

² Résolution 55/2.

Communauté et à la réalisation de ses objectifs en faveur de la paix et la sécurité, la démocratie et les droits de l'homme, de manière à faciliter le fonctionnement du mécanisme d'alerte rapide en Afrique centrale comme instrument de prévention des conflits armés et à établir un parlement sous-régional et un centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie pour l'Afrique centrale pour y promouvoir les valeurs et l'expérience démocratiques et les droits de l'homme;

5. *Souligne* la nécessité d'une coordination accrue entre le système des Nations Unies, y compris des institutions de Bretton Woods, et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, en vue de mieux appuyer les programmes et projets de la Communauté;

6. *Lance un appel* à tous les États Membres des la communauté internationale pour qu'ils contribuent aux efforts de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale visant à réaliser l'intégration et le développement économiques, promouvoir la démocratie et les droits de l'homme et consolider la paix et la sécurité en Afrique centrale;

7. *Demande* au Secrétaire général de soumettre à l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-sixième session la question intitulée « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale ».
